

# Jeunes Européens non insérés : de la prise en compte des NEET à la « garantie jeunesse »

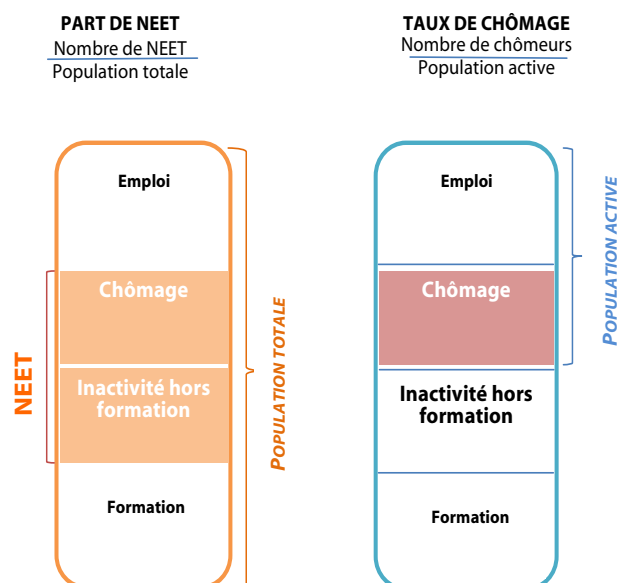
Pour rendre compte de manière plus fine de l'insertion des jeunes sur le marché du travail, la Commission européenne a entrepris, depuis 2010, de mesurer la part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (« *Neither in Employment, Education or Training* ») : les NEET. Si cet indicateur permet de constater l'hétérogénéité des jeunes concernés, selon le sexe et l'âge, il reflète également la diversité des situations de la jeunesse et des politiques qui leur sont dédiées dans les différents pays de l'Union européenne. Grâce à une meilleure connaissance de cette catégorie de jeunes, l'UE a ainsi adopté le principe d'un dispositif pour accompagner les NEET, décliné dans les différents pays : la garantie jeunesse.

## NEET versus chômage

Les indicateurs traditionnels tels que les taux d'emploi ou de chômage font fréquemment l'objet de critiques en raison de leur manque de pertinence pour décrire la situation des jeunes. En effet la participation active des jeunes sur le marché du travail varie fortement selon les politiques d'éducation et d'emploi portées par les pays. La définition de la catégorie NEET (« *Neither in Employment, Education or Training* ») vise à répondre à l'incomplétude des indicateurs classiques en rapportant les situations de non-emploi à l'ensemble des jeunes d'un même âge au lieu de limiter les comparaisons aux seuls jeunes actifs.

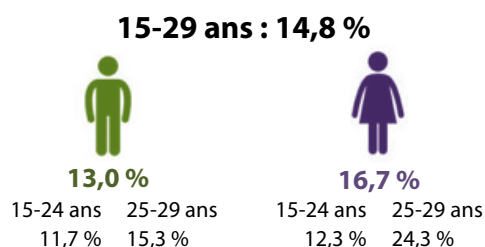
La mesure de la part des jeunes NEET englobe donc les situations de chômage et d'inactivité (graphique 1). Depuis 2010, la Commission européenne a introduit cet indicateur dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 » de l'Union européenne.

## graphique 1



## graphique 2

### Part des NEET selon l'âge et le sexe en 2015



Source : Eurostat, 2015.

### Des situations différenciées selon l'âge et le sexe

En 2015, 13,2 millions de jeunes âgés de 15 à 29 ans n'étaient ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation en Europe, ce qui représente 14,8% de cette classe d'âge.

En moyenne, cette proportion demeure plus élevée chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes. Elle progresse également avec l'âge et le niveau de scolarisation. Les jeunes de 15 à 19 ans, encore très largement scolarisés, sont ainsi moins nombreux dans cette situation : 7% pour les garçons et 6% pour les filles. À l'inverse, cette proportion est deux à quatre fois plus importante pour les 25-29 ans : 15% pour les jeunes hommes, 24% pour les jeunes femmes (graphique 2). Un peu moins de la moitié des NEET âgés de 15 à 29 ans se

déclaraient au chômage, le restant étant en situation d'inactivité. Cet équilibre varie selon le sexe : le chômage concernait près de six jeunes hommes NEET sur dix alors que les jeunes femmes se retrouvaient, dans la même proportion, inactives.

### Les facteurs qui accroissent le risque de devenir NEET

La catégorie NEET recouvre une hétérogénéité de situations vécues par les jeunes et amène à considérer des groupes très vulnérables en même temps que d'autres qui le sont moins.

Eurofound (2012) identifie ainsi trois principaux sous-groupes : les chômeurs « traditionnels » de courte ou longue durée ; les personnes non disponibles (assurant la prise en charge d'un proche, ou bien malades ou handicapées) ; les personnes désengagées (y compris les travailleurs découragés et les jeunes engagés dans des modes de vie dangereux ou asociaux).

De nombreux facteurs sociodémographiques viennent accroître, quelquefois de manière cumulative, le risque de devenir NEET :

- le fait d'être issu de l'immigration (70% de risque de plus que les autres) ;
- le niveau d'éducation (les jeunes dont le niveau d'éducation est faible ont un risque trois fois plus élevé de devenir NEET que les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur) ;
- le fait de vivre dans une zone rurale ;
- une forme de handicap (40% de risque de plus que les autres) ;
- avoir des parents dont le niveau d'éducation est faible.

Le contexte économique peut venir amplifier par ailleurs ce risque, en créant des disparités territoriales.

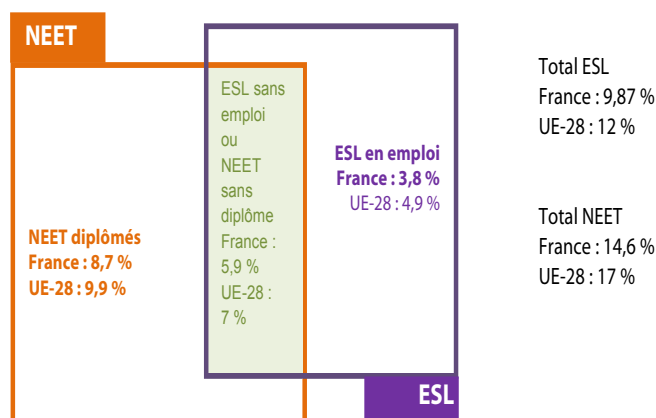
## encadré 1

### NEET et sorties précoces

La lutte contre les sorties précoces du système scolaire est au premier rang des objectifs de la stratégie Europe 2020. À cette date, l'objectif est que ces sorties précoces ne dépassent pas le seuil des 10% pour les jeunes européens âgés de 18 à 24 ans. La confusion peut quelquefois être entretenue entre les sorties précoces et les NEET, or les deux situations ne sont pas totalement identiques. Les indicateurs mesurant la part des sorties précoces ne retiennent en effet que les jeunes sans diplôme, quel que soit leur statut sur le marché du travail, alors que ceux décrivant les NEET s'intéressent aux jeunes sans emploi (chômeurs et inactifs), quel que soit leur diplôme.

Source : Eurostat, enquête Force de travail, 2013.

### Sorties précoces (ESL) et NEET en 2013, en % du nombre de jeunes de 18-24 ans



## Des écarts importants entre les pays européens

Similitudes et différences dans la population des NEET peuvent être trouvées à travers et entre les membres de l'UE. Exception faite de l'Espagne, le taux de NEET avait diminué avant la crise, passant de 15 % à 13 % pour la moyenne de l'UE-28 entre 2004 et 2008. Ce taux connaît depuis une forte hausse.

En 2014, la part de jeunes NEET varie toutefois sensiblement entre les différents États membres de l'UE. Les Pays-Bas, l'Autriche ou encore l'Allemagne connaissent des proportions de jeunes NEET de 15 à 29 ans nettement inférieures à la moyenne européenne (entre 6 % et 9 % de moins). À l'opposé, l'Irlande, la Roumanie, l'Espagne, l'Italie, et la Grèce s'écartent à la hausse de cette moyenne avec plus de 20% de jeunes NEET. Ces trois derniers pays sont également marqués par des écarts importants selon l'âge (graphique 3).

Malgré une grande variabilité observée entre les États membres, certains modèles communs peuvent être identifiés. Quatre groupes de pays peuvent ainsi se dessiner au regard des jeunes NEET (Eurofound, 2012) :

- Un 1<sup>er</sup> groupe rassemble l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, qui présentent des parts très faibles de NEET dans leur population avec, par ailleurs, une forte proportion de travailleurs inactifs.
- Le 2<sup>e</sup> groupe (Bulgarie, Grèce, Hongrie, Italie, Roumanie et Slovaquie) affiche des taux de NEET élevés, avec une forte proportion de femmes. Les jeunes sont pour la plupart inactifs et sans expérience de travail ; beaucoup sont découragés. Une grande part est très instruite.
- Le 3<sup>e</sup> groupe (Espagne, Estonie, Irlande, Lettonie, Lituanie et

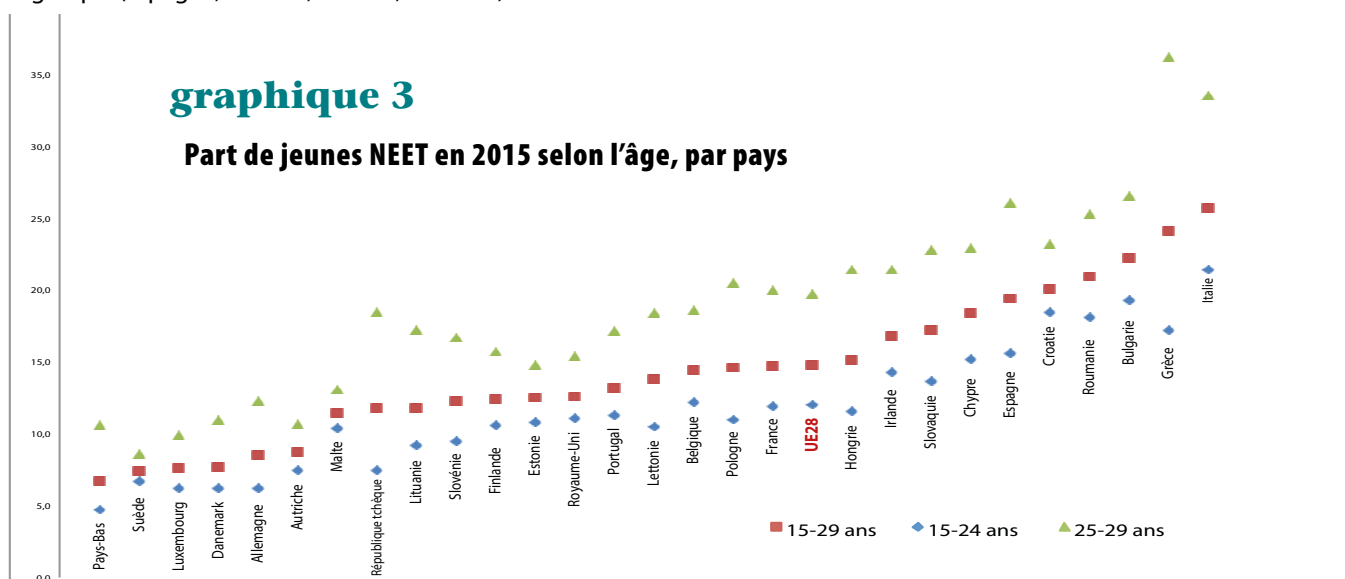
Portugal) comprend les pays qui ont été les plus touchés par la crise. Les taux de NEET y sont élevés et la majorité est constituée d'hommes. Si ces jeunes sont sans emploi, ils ont cependant souvent une expérience de travail préalable. Les pays de ce groupe ont un grand nombre de NEET avec un niveau de qualification élevé et une forte proportion de travailleurs découragés, qui ne recherchent plus d'emploi.

- Enfin, le 4<sup>e</sup> groupe, où l'on retrouve la France avec la Belgique, Chypre, la République tchèque et la Slovaquie, est assez hétérogène mais affiche des taux de NEET inférieurs à la moyenne. La plupart des NEET sont inscrits au chômage, ils ont un niveau de qualification moyen et on note peu de travailleurs découragés.

## Coût économique et coût social

La situation d'absence d'emploi et de formation que vivent les jeunes non insérés peut se traduire par un sentiment d'isolement, des troubles de santé physique et mentale, autant d'états qui pèsent sur les individus mais aussi sur les sociétés par les coûts qu'ils occasionnent en termes d'allocations diverses, de pertes de revenus, de diminution des contributions aux systèmes de protection sociale nationaux.

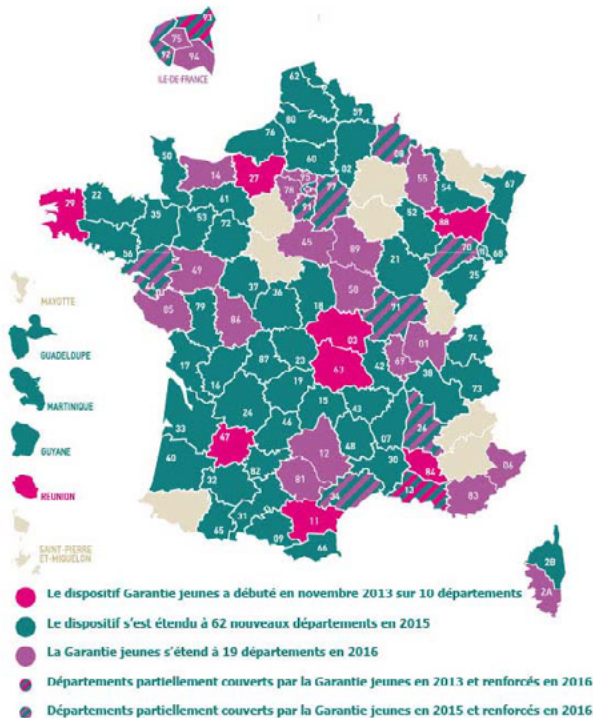
La mesure de ces effets est difficile à opérer de manière précise. Néanmoins, selon l'estimation du coût économique élaborée par Eurofound (2013), celui-ci s'élevait en 2011 à environ 153 milliards d'euros pour l'UE-26 – soit 1,21 % du PIB cumulé – se répartissant entre 142 milliards d'euros de manque à gagner et 11 milliards d'euros liés aux dépenses des systèmes de protection sociale et de santé (indemnités chômage, allocations diverses). Au niveau national, l'Italie paie la



Source : Eurostat, 2015.

## carte 1

### Les 91 départements couverts par la garantie jeunes



Source : ministère chargé du travail.

note la plus élevée (32 milliards d'euros) suivie par la France (22 milliards d'euros) et l'Espagne (15 milliards d'euros) soit respectivement 2,06 %, 1,11 % et 1,47 % de leur PIB.

L'impact sur les sociétés d'une part importante de jeunes NEET n'est cependant pas qu'économique. Le coût social induit par

l'éloignement de l'emploi et de la formation n'est pas négligeable. On note ainsi une plus faible confiance dans les institutions, un niveau inférieur de participation politique et sociale et un risque de désaffection sociale accrue pour les jeunes NEET.

### Garantie jeunes : accompagner les jeunes NEET vers et dans l'emploi

La Commission européenne a adopté en 2012 le paquet de mesures «Emploi jeunes». Celui-ci inclut notamment une garantie européenne pour la jeunesse à destination des jeunes NEET âgés de 15 à 24 ans visant à ce qu'il leur soit proposé une « offre de qualité portant sur un emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie de l'enseignement formel ».

La « garantie jeunes » française s'inscrit dans cette stratégie de « l'emploi d'abord » (*work first*) en proposant un parcours actif d'insertion professionnelle. Elle vise à permettre l'accès à une pluralité d'expériences professionnelles et de formation en vue de faire émerger, de concrétiser ou de consolider un projet professionnel. Elle repose d'une part sur un accompagnement individuel et collectif du jeune confié aux missions locales, et d'autre part sur une garantie de ressources. Expérimentée dans dix départements en 2013, la garantie jeunes devrait s'étendre à l'ensemble du territoire en 2017 (carte 1).

Fin 2015, quelque 46 000 jeunes étaient entrés dans le dispositif de la garantie jeunes depuis sa mise en place en 2013 (35 000 sont en cours d'accompagnement).

Joaquim Timoteo

## Bibliographie

- Can S., « La garantie européenne pour la jeunesse », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2015, p. 5-45.
- Cuzzocrea V., « La catégorie des NEET : quel avenir ? », *Points de vue sur la jeunesse*, vol. 1, Conseil de l'Europe, 2014.
- Elder S., « What does NEETs mean and why is the concept so easily misinterpreted ? », *Technical Brief*, n° 1, 2015.
- Eurofound, *NEETs – Young People not in Employment, Education or Training: Characteristics, Costs and Policy Responses in Europe*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2012 (<http://goo.gl/mmgZsk>).
- Eurofound (2015), *Social Inclusion of Young People*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2015 (<https://goo.gl/ofdBUq>).
- Lefresne F., « La lutte contre les sorties précoces dans l'Union européenne », *Note d'information*, n°9, DEPP, 2015.
- OCDE, « Jeunes ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (NEET) », in *Panorama de la société 2014 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, 2014.